

## COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 15/10/2019

Le 15 octobre s'est tenu le premier comité technique local présidé par notre nouveau DRFIP. L'intersyndicale Solidaires-CFDT-CGT-CFTC-FO avait boycotté la 1ère convocation de cette instance pour signifier son opposition au projet de restructuration de la DGFIP. Elle a de nouveau demandé le **retrait du projet Darmanin** lors d'une déclaration liminaire commune faisant état de la mobilisation des personnels le 16 septembre dernier, mobilisation toujours très active dans certaines directions.

En réponse, le directeur nous a indiqué que **la version 2 de la restructuration du réseau de la Côte d'Or n'était pas complètement finalisée**, qu'il avait fini sa « tournée » de rencontre des parlementaires, pas encore celle des élus. Il estime avoir eu beaucoup de marges de manœuvre et changé la carte. Il a précisé qu'aucune fermeture de trésorerie n'interviendrait au 1er janvier 2020, et que l'ensemble des opérations de fermeture s'étalerait de 2021 à 2023 pour tenir compte de l'accompagnement nécessaire des agents concernés par un changement de métier, de lieu de travail ou de modalité d'exercice de son travail (travail à distance et télétravail).

Par contre il a confirmé la **fusion au 01/01/2020 des SIP et SIE dijonnais**, fusions annoncées hier sur le site de la Boudronnée lors d'une réunion dans les SIE et d'une autre, finalement ajournée, dans les SIP suite à la pression des collègues. En effet, l'ensemble des agents assurant l'accueil ne pouvant pas être présents à ladite réunion pour cause de réception importante en cette période d'échéance, et la direction ayant refusé de fermer au public comme l'avait demandé l'intersyndicale, les agents des SIP se sont réunis dans le hall d'accueil et n'ont pas ouvert les portes à 14h. Après quelques échanges avec le responsable du pôle fiscal, la réunion a finalement été reportée au mois de novembre.

Le DRFIP l'a regretté, il voulait simplement présenter les grandes lignes de cette fusion aux agents. Il a cependant pu constater l'affluence du public à la Boudronnée.

L'intersyndicale lui a remis à l'ouverture du CTL une motion signée par les agents des SIP dijonnais faisant état des difficultés rencontrées dans l'exercice de leur mission au quotidien, tant du point de vue organisationnel que technique, et en insistant sur les conditions de travail difficiles notamment au niveau de l'accueil. **Les agents demandaient que des mesures d'urgence soient prises** pour pallier à leurs difficultés.

Sans surprise, le directeur a déclaré que la proche fusion des SIP était l'occasion de revoir l'organisation du travail et de l'accueil, et qu'il faudrait prendre le temps nécessaire pour établir les nouvelles modalités d'accueil (développement de l'accueil sur rendez-vous, groupes de travail sur l'accueil sur le site, réunions métier, venue d'un ergonome). En attendant, **les mesures d'urgence réclamées par les agents ne sont pas suffisantes** : recrutement de services civiques, d'un vigile pour un mois, équipe de renfort..

À l'ordre du jour du comité technique figurait le **bilan de la campagne IR**. Cela fut l'occasion pour Solidaires Finances Publiques de faire remonter tous les points techniques et organisationnels à revoir ou améliorer. Ces éléments émanant des services assurant la campagne IR (SIP et trésoreries mixtes) ne sont plus systématiquement recensés par les directions ; pour éviter les redondances et gagner du temps ils ne le sont qu'une année sur deux...

Le nombre d'usagers reçus à l'accueil pendant la campagne IR est stable, et la durée moyenne de réception a augmenté, ce qui est bien évidemment lié au PAS. Mais le directeur est confiant car l'année prochaine sera une « année de croisière » dès lors que la mise en place du PAS est derrière nous, qu'une partie des contribuables n'aura plus de déclaration à faire, et que la TH sera supprimée. Ce n'est bien évidemment pas l'avis de Solidaires Finances Publiques qui estime que les charges de travail en SIP seront toujours très lourdes.

Quant à l'accueil téléphonique, le directeur pense que la solution préconisée du regroupement des appels uniquement dans des centres d'appel va résoudre le problème.

Le réseau de proximité s'éloigne donc un peu plus...même si les usagers résistent encore sur notre territoire. Ainsi, le taux de pénétration des déclarations par internet est très en retrait en dehors de Dijon, illustrant l'illectronisme dans certains territoires ruraux, quand il ne subsiste pas de zone blanche...

Là où l'utilisateur se sert des outils numériques, les questions via e-contact affluent (+45% traitées dans les SIP). Nous avons appris que la division des particuliers traitait régulièrement une partie des courriels via e-contact, en plus du renfort téléphonique et du traitement des rejets d'acomptes. Elle apporte tant que faire se peut son soutien technique aux services, mais les agents des SIP aimeraient une aide dans la synthèse et l'interprétation des innombrables notes reçues. La direction estime que c'est le rôle des chefs de service de tenir des réunions explicatives et de retranscrire les notes. Encore faut-il qu'ils en aient le temps... Le DRFIP assure que cela sera possible dans le cadre de la réorganisation de l'accueil : une demi-journée sans réception par semaine pourrait être libérée pour la tenue de telles réunions.

À nouveau la problématique de l'accueil a été abordée dans le cadre de la **modification des horaires d'ouverture de la Trésorerie d'Is-sur-Tille**. Le déficit chronique d'agents sur ce poste ne permet pas d'assurer l'accueil trop tôt le matin compte tenu des contraintes personnelles des titulaires et suppléant de la caisse. Il a donc été acté de repousser l'ouverture d'une demi-heure le matin, ne remettant pas en cause la durée hebdomadaire minimale d'ouverture au public.

Solidaires Finances Publiques a une nouvelle fois attiré l'attention sur ce poste en souffrance qui est aussi censé assurer des permanences à St Seine l'Abbaye et à Selongey.

**L'installation immobilière du SPFE de Dijon** a été présentée. Si l'installation en elle-même ne pose pas réellement de problème, il n'en va pas de même de l'organisation du nouveau service fusionné. Solidaires Finances Publiques a rappelé que les délais de publications s'étaient allongés du fait de cette fusion, et que la nouvelle configuration informatique avec la consultation de 4 bases impactait le traitement des dossiers, sans compter les changements organisationnels et la compétence à acquérir pour effectuer des travaux de masse qui ne satisfont pas les agents sensibles à une perte de qualité dans leur travail.

Concernant le bilan de la campagne d'entretien professionnel, seulement 4 collègues ont fait appel cette année. Le directeur a rappelé l'importance du compte-rendu d'évaluation dans la sélection par liste d'aptitude.

En **questions diverses**, ont été évoqués :

- le ménage sur le site de la Boudronnée et de Beaune : le personnel de la société ONET est parfois défaillant ou absent, des rappels à l'ordre sont régulièrement effectués par la direction auprès de la société
- le remplacement des copieurs sur l'ensemble des sites suite au nouveau marché : il s'agit du remplacement uniquement de l'existant, les impressions doivent être maîtrisées en développant la signature électronique
- l'arrivée d'une personne mise à disposition par la SNCF sur la mission amendes : aucune date n'est avancée
- les infiltrations de la dalle du parking du CFP la Boudronnée : les travaux du local de stockage sont arrêtés en raison d'une procédure devant le Tribunal déposée par la direction demandant la désignation d'un expert indépendant suite à la dernière rénovation de la dalle en 2009